

# LA PALESTINE ET SES FRONTIÈRES VIRTUELLES 2.0

## Du « non-lieu » à l'espace généré par les utilisateurs <sup>1</sup>

Anat BEN-DAVID

---

1. La présente étude expose les résultats du projet de l'atelier du Jubilé de govcom.org, dirigé par le professeur Richard Rogers en août 2008 à l'Université d'Amsterdam. Les participants au projet sont Erik Borra, Bram Nijhof, Ganaele Langlois, Astrid Mager, Michael Stevenson et Esther Weltevrede. Conception des images par Marieke van Dijk et Tjerk Timan. Une version précédente de cet article a été présentée à la conférence « Middle East and the Web » à l'Université hébraïque de Jérusalem le 19 mars 2009. L'auteur souhaite remercier Dana Diminescu, Richard Rogers, Uri Weinheber et les relecteurs anonymes pour leurs précieux commentaires.

Les campagnes palestiniennes ont connu leur apogée durant la première moitié des années 2000, à partir du déclenchement de la seconde Intifada en 2000 jusqu'au désengagement israélien de la bande de Gaza en 2005<sup>2</sup>. Ces campagnes politiques défendaient activement le droit du Territoire palestinien à l'autodétermination<sup>3</sup> et protestaient contre l'occupation israélienne, les opérations militaires menées contre des civils palestiniens et contre la construction du Mur de séparation, perçu par les Palestiniens comme un acte unilatéral et injuste d'édification de frontière de la part de la puissance occupante (Aouragh, 2008). Comme toute campagne politique menée sur Internet à cette période, la plupart des campagnes ont été conduites par des organisations non gouvernementales (ONG) internationales et locales (Warkentin, 2001) et cherchaient à trouver un écho dans les médias traditionnels, internationaux et locaux, à occuper une bonne place dans les résultats des moteurs de recherche et à créer un réseau dense de sites internet reliés par des liens hypertextes et soutenant la cause palestinienne (Rogers et Anat, 2010).

L'année 2005 a été marquée par des changements tant du côté de la politique palestinienne que dans la dynamique d'Internet. Bien que ces deux phénomènes ne soient pas liés, leur conséquence est la décentralisation du soutien apporté à la Palestine sur le web. Au niveau politique, des événements consécutifs à la crise interne entre le Fatah et le Hamas – la victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes de 2006 et la prise de la bande de Gaza

---

2. Les délimitations de la période de la Seconde Intifada, ou « Intifada Al Aqsa », font débat. Parmi les événements suggérés pour en marquer la fin figurent la mort d'Arafat en 2004, le retrait unilatéral israélien des colonies de la bande de Gaza en 2005, le Sommet de Charm el Cheik en 2005 et les élections législatives palestiniennes de 2006.

3. La question de la dénomination du Territoire palestinien reste également à trancher. Les différents noms, officiels et non officiels, ont des connotations politiques et sont souvent utilisés exclusivement par certains acteurs afin de marquer leur positionnement politique. Comme nous allons le voir, les Nations Unies parlent de « Territoires palestiniens occupés », les sources palestiniennes utilisent le terme « Palestine » et le gouvernement américain emploie « Cisjordanie et Gaza ». Comme la diversité de ces noms et leurs connotations seront au cœur de notre étude, nous utiliserons le terme « Territoire palestinien » pour éviter tout rattachement politique à un nom officiel ou non officiel présenté dans cette étude.

qui s'en est suivie en 2007 – ont anéanti toutes les tentatives visant à obtenir l'unité interne de la Palestine. Parallèlement, la dynamique d'Internet a connu des changements majeurs qui ont modifié la façon dont le contenu est distribué, classé et relié, ainsi que la façon dont les individus sont connectés sur le web. L'apparition des applications du Web 2.0 – les blogs, les sites de réseaux sociaux et les applications de partage de contenu – a permis aux utilisateurs de se connecter, de télécharger et de modifier du contenu d'une façon qui n'était auparavant accessible qu'aux administrateurs des sites internet, mais, dans l'intervalle, elle a aussi créé des contenus en « vase clos » (*walled gardens*) dont l'accès est réservé aux seuls utilisateurs enregistrés (Rogers, 2009). Les campagnes sur Internet sont donc devenues des entreprises laborieuses qu'il faut recommencer sans cesse sur chacun de ces espaces web fermés. Ainsi, une photo d'enfant prise dans un camp de réfugiés palestiniens, importée sur Flickr et marquée avec le nom du camp n'apparaîtra que dans les résultats de recherche de Flickr et nulle part ailleurs sur le web ; les utilisateurs titulaires d'un compte sur Facebook auront accès à des groupes de soutien au village de Nihlin, qui accueilleront chaque semaine des manifestations rassemblant Palestiniens et Israéliens contre la construction du Mur de séparation, mais pas les utilisateurs non inscrits sur Facebook ; et de même, seuls les utilisateurs de Twitter ont eu accès aux rares informations émanant de Gaza lors du black-out médiatique exercé durant l'opération « Plomb durci » au début de l'année 2009. Les effets de ces changements survenus dans la dynamique d'Internet et dans le monde politique palestinien sur les campagnes pro-palestiniennes sur Internet se font ressentir à plusieurs niveaux : le régime politique fragmenté de la Palestine ne peut plus conduire des campagnes unifiées et fédératrices pour défendre la cause palestinienne, les technologies employées auparavant pour ces campagnes sont devenues décentralisées, et certains des principaux acteurs de ces campagnes, autrefois les organisations internationales, non gouvernementales et locales, sont devenus des utilisateurs individuels.

Malgré cet affaiblissement des mouvements de soutien à la Palestine sur la toile dû à la décentralisation du web, une autre évolution de son organisation spatiale a contribué à la création d'un espace web palestinien unique. Au sein de ce qu'il nomme « l'enracinement du cyberspace » (*the grounding of cyberspace*), Richard Rogers considère cette évolution comme le passage d'une perception d'Internet comme « espace sans espaces », dans lequel les données géographiques réelles n'ont aucune signification, à une « revanche de la géographie » constante et progressive, ainsi qu'elle apparaît clairement dans la localisation tant du contenu du web que des matériels, ce qui a finalement conduit à un enracinement du virtuel dans le réel (Rogers, 2008). La

localisation progressive des résultats des moteurs de recherche et la circulation de contenus locaux, ainsi que l'apparition de services fournissant des données géographiques localisées, sont à l'origine d'une nouvelle organisation spatiale du web organisée par pays (Welteverde, 2009). Le cas de la Palestine ne fait pas exception. À titre d'exemple, Google a lancé en août 2009 Google.ps, le site de son moteur de recherche localisé en Palestine, permettant ainsi aux Palestiniens de recevoir des résultats de recherche localisés depuis le Territoire palestinien. Auparavant, les utilisateurs palestiniens devaient se rendre sur Google.jo, Google.eg ou Google.co.il pour effectuer des recherches localisées en arabe<sup>4</sup>.

Malgré cela, la représentation officielle de l'État palestinien sur le web rend plus complexe l'enracinement du virtuel dans le réel. En 2000, l'État palestinien s'est vu accorder un statut officiel sur Internet au travers de l'octroi du nom de domaine national (*Country code Top level domain*, ou CcTld) .ps (Iana, 2000), avant même d'avoir obtenu ce statut sur le terrain. Bien que la création d'un espace web palestinien officiel ait virtualisé la reconnaissance de l'État palestinien, elle découlait directement des besoins géopolitiques des Palestiniens sur le terrain. Dans la situation actuelle, le Territoire palestinien est divisé : la bande de Gaza et la Cisjordanie sont isolées l'une de l'autre, et les restrictions sur les déplacements empêchent toute rencontre physique entre des Palestiniens habitant des villes différentes.

Les Palestiniens sont donc dépendants des Technologies de l'information et de la communication (TIC) pour maintenir une activité quotidienne normale : les TIC sont utilisées dans les écoles pour que se poursuivent les programmes d'enseignement, par les hôpitaux et les universités pour garder un contact avec le monde extérieur et par les individus qui souhaitent garder des relations sociales, informer, débattre, transmettre et s'engager dans une activité politique (Khoury-M', 2007.) Depuis 2007, les échanges politiques entre la bande de Gaza et la Cisjordanie dépendent totalement des TIC, puisqu'Israël interdit aux ministres du Hamas situés à Gaza de se rendre en Cisjordanie. Les sessions et les votes parlementaires se tiennent simultanément à Ramallah et à Gaza, qui restent connectées par visioconférence<sup>5</sup>, et les autres délibérations

---

4. <http://google.ps> (consulté le 29 septembre 2009).

5. « Through 'Video Conferencing', The New Palestinian Government Sworn in Before the President », *Al Ayyam*, 30 mars 2006 (en arabe) : [http://www.al-ayyam.ps/znews/site/template/Doc\\_View.aspx?did=35395&Date=3/30/2006](http://www.al-ayyam.ps/znews/site/template/Doc_View.aspx?did=35395&Date=3/30/2006) (consulté le 29 septembre 2009). Pour une traduction française, voir <http://www.jmcc.org/new/06/mar/hamasgov2.htm> (consulté le 29 septembre 2009).

ministérielles et politiques se font toujours par l'intermédiaire d'un média : le téléphone, Internet ou le satellite.

Puisque des pans entiers de la réalité palestinienne sont actuellement connectés via les TIC (et donc non physiquement), beaucoup considèrent les TIC, et notamment le web, comme *le* lieu où existe un État palestinien aujourd'hui, un espace qui n'est pas limité par des frontières, des postes de contrôle, des routes d'accès ou des liaisons aériennes. La représentation officielle de la Palestine sur le web est donc perçue par les officiels palestiniens comme une possibilité majeure et sans précédent de créer une « cyber-terre promise », un cyberspace idéalisé et imaginé qui ferait office de modèle pour un futur État sur le terrain (Ben-David, 2008).

Les relations complexes qui unissent réel et virtuel ressortent clairement dans le long processus qui a conduit à l'octroi du nom de domaine national .ps. L'Autorité nationale palestinienne s'est enquis dès 1997 de la possibilité d'obtenir le nom de domaine national .ps. La requête fut rejetée par l'ICANN, puisqu'à l'époque la Palestine ne figurait pas dans la liste des pays et territoires reconnus par les Nations Unies, pré-requis indispensable à l'obtention du nom de domaine national. En 1998, comme solution provisoire, le Service informatique du gouvernement palestinien s'est vu accorder un domaine international de premier niveau, Palestine.int, qui a principalement été utilisé par les sources gouvernementales palestiniennes. Un an plus tard, le pays a fait son entrée dans la liste des pays et territoires reconnus par les Nations Unies sous le nom de « Territoires palestiniens occupés ». En 2000, le nom de pays et le code pays .ps sont entrés dans la liste de normes internationales « Codes pour la représentation des noms de pays et de leurs subdivisions » (ISO 3166-1)<sup>6</sup> (voir tableau 1). En conséquence, l'ICANN a accordé le nom de domaine .ps à l'Autorité palestinienne. Ainsi, pour la première fois, un pays bénéficiait d'une représentation officielle sur Internet avant même qu'elle ne soit établie dans la réalité.

La création du web palestinien officiel reflète donc la complexité des relations entre Internet et le terrain, qui implique à la fois des enracinements et des virtualisations d'un nouveau genre. Le statut indéterminé de l'État palestinien

---

6. Organisation internationale de normalisation (ISO). Mise à jour des Codes pays ISO 3166. *English Country Codes and Code Elements* : [http://www.iso.org/iso/english\\_country\\_names\\_and\\_code\\_elements](http://www.iso.org/iso/english_country_names_and_code_elements) (consulté le 29 septembre 2009).

sur le terrain est virtualisé pour en faire un État souverain sur Internet, et les Palestiniens y projettent leurs aspirations nationales. Parallèlement, le statut de l'espace web palestinien est étroitement lié à la diplomatie internationale, et non au statut *de facto* du pays sur le terrain (ce sur quoi nous reviendrons).

Le nom de domaine .ps est donc un espace web officiel et internationalement reconnu, soumis aux normes et réglementations internationales, et administré par les organes gouvernementaux palestiniens. Cela contraste pourtant avec la représentation du Territoire palestinien sur les espaces web non officiels présents sur les sites « en vase clos » du Web 2.0. Ces espaces non officiels sont davantage sujets aux conditions d'utilisation du site qu'à la réglementation nationale ou internationale ; leur forme est déterminée par les administrateurs du site plutôt que par des normes internationales, et leur contenu est généré par les utilisateurs individuels.

Ainsi, malgré la légitimation officielle accordée à l'État palestinien sur Internet à travers l'octroi du nom de domaine .ps et de l'ISO 3166-1, la représentation d'un État palestinien virtuel disparaît en partie sur de nombreux sites de réseaux sociaux et de services internet de cartographie, transformant ainsi le statut de « cyber-pays » virtuel en celui de lieu non virtuel et enraciné dans la réalité. Sur ces espaces web, les utilisateurs palestiniens et leurs sympathisants deviennent des participants apatrides par défaut. Sur chaque plate-forme disponible sur Internet, ils luttent pour rendre visibles les frontières de la Palestine et pour légitimer l'intégration de son nom officiel dans les listes de pays en générant du contenu, en modifiant des données, en important des informations géo-référencées sur les cartes et en signant des pétitions en ligne.

La présente étude se concentre donc sur la modification de la représentation spatiale de l'État palestinien sur Internet, d'espace web national officiellement reconnu, à sa disparition partielle dans les espaces non officiels, décentralisés et « en vases clos » du Web 2.0, à sa reconstruction en tant qu'espace généré par les utilisateurs. Alors qu'on peut considérer que l'officiel et le non-officiel coexistent côte à côte sur le web notre étude montre que dans le cas de la Palestine, les représentations officielles et non officielles constituent plutôt deux espaces web distincts (Rogers, 2004). Nous étudierons les frontières virtuelles de la Palestine sur les divers services de cartographie en ligne et la présence (ou l'absence) de la Palestine en tant que pays lors des procédures d'inscription sur les principales applications du Web 2.0, afin de mettre en évidence la tension entre le refus de représenter le pays sur les sites clés en main et à fins commerciales, et les revendications d'incorporation formulées dans les contenus générés par les utilisateurs.

Notre étude suggère également que cette tension peut être interprétée comme une modification spatiale de la description de la Palestine comme « non-lieu », pour reprendre le terme utilisé par Marc Augé pour désigner des endroits éphémères, transparents et a-historiques (Augé, 1995) vers un « espace vécu », concept évoqué par Henri Lefebvre au sujet de la construction matérielle et sociale des espaces (Lefebvre, 1992). Enfin, la présente étude revisite les débats autour des relations entre le virtuel et le réel, et les relie aux tensions entre l'officiel et le non-officiel sur Internet. Selon nous, le cas de la Palestine se pose comme une exception aux idées sur l'enracinement du virtuel. Au contraire, la virtualisation et la projection d'un État palestinien idéal sur Internet, son enracinement dans la diplomatie et les réglementations internationales sur les espaces web officiels, et les tentatives des utilisateurs, sur les espaces web non officiels, pour transformer le statut de la Palestine en un « web-pays » (*Web-country*) officiel indiquent que, dans le cas de la Palestine au moins, ces deux univers tendent à se confondre.

## FRONTIÈRES DOUCES ET AUTODÉTERMINATION

L'établissement de frontières, et les représentations cartographiques qui en résultent, sont considérés comme une pratique de pouvoir mise en place par les États souverains (ou coloniaux), afin de délimiter les territoires, les populations et les objets sous leur domination (Anderson, 1991 ; Caroll, 2006). Ainsi que l'a exprimé James Scott, le but de cette cartographie est de simplifier et de rendre lisible cette domination (Scott, 1998).

Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, le Territoire palestinien (et ses habitants) a été soumis à des relectures et des refontes constantes de ses frontières de la part de diverses puissances extérieures (les Ottomans, les Britanniques, les Jordaniens et les Israéliens). Les autorités israéliennes contrôlent la population palestinienne au moyen de diverses technologies de surveillance permettant de cartographier, contrôler et enregistrer – pratiques qui, selon Elia Zureik, déterminent les frontières de la nation palestinienne de l'extérieur (Zureik, 2001). Un autre exemple d'entreprise de cartographie de l'extérieur, qui se voulait propice à un futur État palestinien viable, a été proposé par RAND, une organisation américaine pour la recherche et le développement. Elle a ainsi suggéré une restructuration des villages et villes palestiniennes en arc de cercle, ainsi que la construction de tunnels souterrains permettant de relier physiquement Gaza et la Cisjordanie et d'établir la souveraineté palestinienne sur un territoire continu (Rand, 2005). Cette pratique de la cartographie pro-

pose non seulement une réorganisation géographique permettant de résoudre un problème politique, mais également une nouvelle esthétique quant à la manière d'atteindre cette solution. Plutôt que de redessiner les frontières et les lignes, on suggère de nouvelles formes et de nouvelles configurations.

La réorganisation géographique proposée par RAND pour le Territoire palestinien pourrait être perçue comme une tentative d'éviter la question des futures frontières fixes de l'État, l'un des problèmes les plus épineux au cœur du conflit israélo-palestinien. Bien qu'Israël ne reconnaisse pas la limite fixée le 4 juin 1967 (la « Ligne verte ») comme frontière officielle, celle-ci a constitué une frontière administrative *de facto* tout d'abord entre les civils israéliens et palestiniens, puis entre Israël et l'Autorité nationale palestinienne depuis la signature des accords de paix provisoires à Oslo en 1993<sup>7</sup>. Ces accords n'abordent pas la question des frontières définitives de la Palestine, sujet que les deux parties avaient prévu d'aborder lors de la phase d'application des accords qui, en 2009, n'a toujours pas débuté. Pour l'instant, les frontières séparant Israël de la Cisjordanie et de Gaza sont décrites comme des « frontières douces » ou des « frontières fluctuantes », car susceptibles d'incessants changements (Newman et Schofield, 1995). Le tracé du Mur de séparation, par exemple, devrait normalement suivre la limite fixée par la Ligne verte, mais en réalité il annexe certaines parties de la Cisjordanie autour de colonies juives et de Jérusalem Est pour assurer la souveraineté d'Israël et la sécurité de ses ressortissants installés dans ces zones (Makovsky, 2004). En 2005, le désengagement unilatéral israélien de la bande de Gaza a modifié la frontière, mais Israël a conservé le contrôle sur l'espace aérien et les eaux territoriales, sur l'administration de l'état civil, sur les importations et exportations, ainsi que sur les déplacements entre la bande de Gaza et la Cisjordanie<sup>8</sup>.

À la différence des pratiques cartographiques du Territoire palestinien effectuées de l'extérieur, les revendications territoriales des Palestiniens sont visibles dans leurs pratiques pour cartographier eux-mêmes leur territoire (Davis, 2007). Lorsque l'on aborde le droit à l'autodétermination dans un territoire particulier, le point de vue qui sert de base à la cartographie est essentiel pour déterminer le rapport de forces entre le cartographe et le cartographié. La

---

7. Gouvernement de l'État d'Israël et Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP). « Declaration of Principles On Interim Self-Government Arrangements », 13 septembre 1993.

8. « *Israel's Control of the Airspace and the Territorial Waters of the Gaza Strip.* », B'Tselem : [http://www.btselem.org/english/Gaza\\_Strip/Control\\_on\\_Air\\_space\\_and\\_territorial\\_waters.asp](http://www.btselem.org/english/Gaza_Strip/Control_on_Air_space_and_territorial_waters.asp) (consulté le 29 septembre 2009).

tension entre cartographie de l'extérieur et cartographie de l'intérieur et la controverse autour des frontières définitives qui remplaceraient les frontières douces séparant Israéliens et Palestiniens, si on arrivait à un accord, est également manifeste sur les espaces du Web 2.0, où les frontières en question sont constamment modifiées, selon les services qui les mettent à disposition sur des cartes virtuelles et les informations ajoutées sur ces cartes par les utilisateurs. Ainsi que nous allons le démontrer, à l'image des controverses « hors ligne » autour des découpages politiques, le droit des Palestiniens s'affiche, sur les espaces du Web 2.0, dans leurs propres pratiques de cartographie et sur les cartes du Territoire palestinien qui sont créées par les utilisateurs – celles-ci étant en concurrence directe avec les cartes et les marquages générés par les utilisateurs (pro-) israéliens et d'autres groupes d'intérêts.

## LES FRONTIÈRES PALESTINIENNES 2.0

On trouve désormais sur Internet un grand nombre de services de cartographie s'accompagnant de technologies qui permettent aux utilisateurs de modifier, d'ajouter et de marquer des informations géo-référencées sur des cartes virtuelles (Zook et Graham, 2007). Toutefois, la décentralisation de l'autorité pour réaliser la carte, du service vers les utilisateurs, reste limitée. Les utilisateurs peuvent importer des données, marquer et ajouter des informations sur les cartes, mais ils ne peuvent modifier les cartes elles-mêmes ou les algorithmes qui s'y dissimulent. La technologie cartographique derrière chaque service reste une « boîte noire » protégée commercialement – le terme de boîte noire n'étant pas utilisé ici dans son sens habituel de contenu et de dynamique bien établis qu'il n'est pas nécessaire de décrire davantage (Winner, 1993), il faut l'entendre au contraire dans le sens d'un processus dont l'*input* (un lieu recherché) et l'*output* (sa localisation sur une carte numérique) sont connus, mais où un mécanisme inconnu détermine quelles zones seront représentées et sous quel nom elles apparaîtront et pourront être trouvées, notamment en ce qui concerne les régions contestées. Aussi les utilisateurs ne peuvent-ils réagir qu'en générant du contenu qui montre une réalité différente ou en protestant. Ainsi, en 2005, le gouvernement indien s'est élevé contre la représentation faite par Google Earth d'une région revendiquée par l'Inde, mais indiquée comme appartenant au Pakistan<sup>9</sup>. Des utilisateurs ont également rapporté que,

---

9. « India Protests Google Kashmir Map », *Times of India*, 20 novembre 2005.

lorsqu'il est utilisé en Chine, Google Maps présente une frontière différente entre la Chine et l'Inde de celle sur la même carte consultée depuis l'Inde<sup>10</sup>.

Comme c'est le cas pour d'autres régions contestées dans le monde, la représentation (ou non-représentation) du Territoire palestinien sur différents services de cartographie a ressuscité et rouvert publiquement le conflit qui existe depuis des décennies entre Israël et ses voisins palestiniens au sujet de leurs frontières communes, conflit qui se déroulait jusqu'à présent hors ligne, et principalement sur des cartes militaires classées secrètes<sup>11</sup>.

Notre analyse des frontières palestiniennes sur Internet a débuté en août 2008 sur une simple observation : une recherche de « Palestine » sur Google Maps débouchait sur Palestine, dans l'État du Texas aux États-Unis<sup>12</sup>. Des recherches concernant des régions plus précises et des noms de villes, tels que « Cisjordanie », « Gaza » et « Ramallah » menaient aux zones correctes sur la carte, mais ces dernières étaient grisées, vides, et ne comportaient aucune donnée géo-référencée ni aucune des informations habituellement disponibles pour d'autres repères géographiques. De plus, les entrées et photos géo-référencées de Wikipedia avec les coordonnées de latitude et de longitude exactes des lieux au sein du Territoire palestinien, que l'on peut ajouter à un niveau supplémentaire sur Google Maps, n'apparaissaient pas dans la représentation de la Cisjordanie et de Gaza, alors que c'était le cas pour les entrées des lieux et villes d'Israël (voir figure 1). En août 2008, le Territoire palestinien sur Google Maps était donc caractérisé par un « vide » de données ce que l'on peut nommer, si l'on veut, un « non-lieu ».

---

10. « Google Maps on India and China », Sky Full of Clouds blog, 9 août 2009 : <http://skyfullofclouds.wordpress.com/2009/08/09/google-maps-on-india-and-china/> (consulté le 12 août 2009).

11. Il convient de préciser que les Israéliens déplorent souvent le fait que, pendant des décennies, le nom d'Israël a été effacé de ces cartes papier.

12. Une recherche similaire sur Bethléem a débouché sur Bethlehem, Pennsylvanie. Toutefois, cette redirection est peut-être davantage liée à l'américanocentrisme de la plate-forme, ainsi qu'on peut le constater devant la page d'accueil par défaut de Google Maps qui est pointée sur les États-Unis. Voir [http://maps.google.com/maps?f=q&source=s\\_q&hl=en&geocode=&q=Palestine&sll=37.0625,-95.677068&sspn=27.976484,79.013672&ie=UTF8&ll=31.777796,-95.646973&spn=0.117035,0.308647&z=12&iwloc=A](http://maps.google.com/maps?f=q&source=s_q&hl=en&geocode=&q=Palestine&sll=37.0625,-95.677068&sspn=27.976484,79.013672&ie=UTF8&ll=31.777796,-95.646973&spn=0.117035,0.308647&z=12&iwloc=A) (consulté le 29 septembre 2009).

**Figure 1. Le Territoire palestinien représenté par des zones vides sur Google Maps<sup>13</sup>**



Créé par Marc Augé, le terme *non-lieu* se réfère à des lieux urbains éphémères et transparents dépourvus d'histoire et d'identité, tels que les hôtels, les distributeurs de billets, les aéroports et les supermarchés (Augé, 1992). Bien qu'il ait déjà été dit qu'Internet lui-même faisait partie de ces non-lieux (Bolter et Grusin, 2000), nous suggérons plutôt que la représentation de l'État palestinien est un non-lieu au sein d'espaces web organisés géographiquement, un lieu transparent défini par les perpétuels changements de ses points d'entrée et de sortie.

Les utilisateurs palestiniens et leurs sympathisants se trouvent donc face à une représentation de leur patrie et de leurs aspirations nationales dénuée de toute réalité géographique, ce que souligne un blogueur (Salam, 2007) :

Refuser à toute la nation palestinienne le droit de figurer sur la carte ne peut être qu'une erreur navrante si l'on en croit le slogan de Google « Do no Evil » [« Ne pas faire de mal »], mais étant données l'influence et la présence de Google sur Internet, cette erreur peut conduire le public à penser que la Palestine et ses quatre millions d'habitants n'existent pas, et qu'ils n'ont pas le droit d'exister.

---

13. Capture d'écran prise sur <http://maps.google.com>, 13 août 2008.

Une analyse plus poussée a révélé que le Territoire palestinien est mal représenté sur la plupart des services de cartographie disponibles sur le web. Sur Yahoo ! Maps, par exemple, le repère géographique indique « Territoires palestiniens occupés », et les termes « Cisjordanie » et « Gaza city » renvoient à leur position exacte sur la carte<sup>14</sup>. En revanche, il n'est pas possible de rechercher « Jérusalem » en Cisjordanie, et la ville est située du côté israélien de la Ligne verte. La technique choisie par Expedia pour éviter d'avoir à définir la Palestine comme un pays va jusqu'à la présenter comme « une région d'Asie »<sup>15</sup>. Si l'on fait un agrandissement sur cette zone, on constate que la Cisjordanie apparaît sur la carte avec le mot « contestée » (*disputed*) ajouté entre parenthèses. Dans le menu déroulant de Mapquest, il est impossible de sélectionner le nom du pays (ou ses dérivés) sous la forme « Palestine », ou « Territoires palestiniens ». Par contre, la Cisjordanie et Gaza sont proposées comme étant deux pays différents. En agrandissant la carte, on constate que seules quatre villes palestiniennes sont représentées, leur nom étant écrit en phonétique d'après leur nom arabe. Jérusalem, en revanche, n'est pas enregistrée en Cisjordanie et son nom est écrit phonétiquement en hébreu<sup>16</sup>.

Sur d'autres services de cartographie, le Territoire palestinien bénéficie de plus de reconnaissance, bien que les coulisses de ces services ne permettent pas de déterminer si cette reconnaissance est délibérée. Par exemple, sur la « Map-Machine » du National Geographic, Jérusalem apparaît deux fois sur la carte, une fois du côté israélien et une fois en Cisjordanie<sup>17</sup>. Les cartes de MSN Liveseach proposent des repères géographiques différents pour la recherche « Al Quds », le nom arabe de Jérusalem, qui est à l'est de la Ligne verte, et pour la recherche « Jérusalem », qui est sur la Ligne verte<sup>18</sup>. Le service de cartographie qui semble accorder le plus de reconnaissance à la Palestine est Multimap, qui se base sur la technologie de cartographie Virtual Earth de MSN, et qui pose la question suivante pour une recherche du mot clé « Palestine » : « Cherchez-vous : la Palestine, la Cisjordanie, le Territoire

14. <http://maps.yahoo.com> (consulté le 29 septembre 2009).

15. <http://www.expedia.com/pub/agent.dll?qscr=mrdr&fmap=1&lats1=31.413122577872088&lons1=35.05315236771991&alts1=1162&regn1=2&plce1=Palestine+%28region%29%2C+Asia&> (consulté le 29 septembre 2009).

16. <http://europe.mapquest.com/maps/map.adp?formtype=address&country=PS&addtohistory=&city=> (consulté le 29 septembre 2009).

17. <http://maps.nationalgeographic.com/map-machine#s=r&c=31.255074185421936,%2035.54351806640626&z=8> (consulté le 29 septembre 2009).

18. <http://www.bing.com/maps/> (consulté le 29 septembre 2009)

palestinien (occupé) ? »<sup>19</sup>. Avec cette définition complète, un agrandissement de la carte montre non seulement toutes les villes et villages palestiniens de la Cisjordanie (contestée), mais également les entrées géo-référencées de Wikipedia. Jérusalem apparaît sous deux noms : Jérusalem-Ouest côté israélien, et Jérusalem-Est côté palestinien.

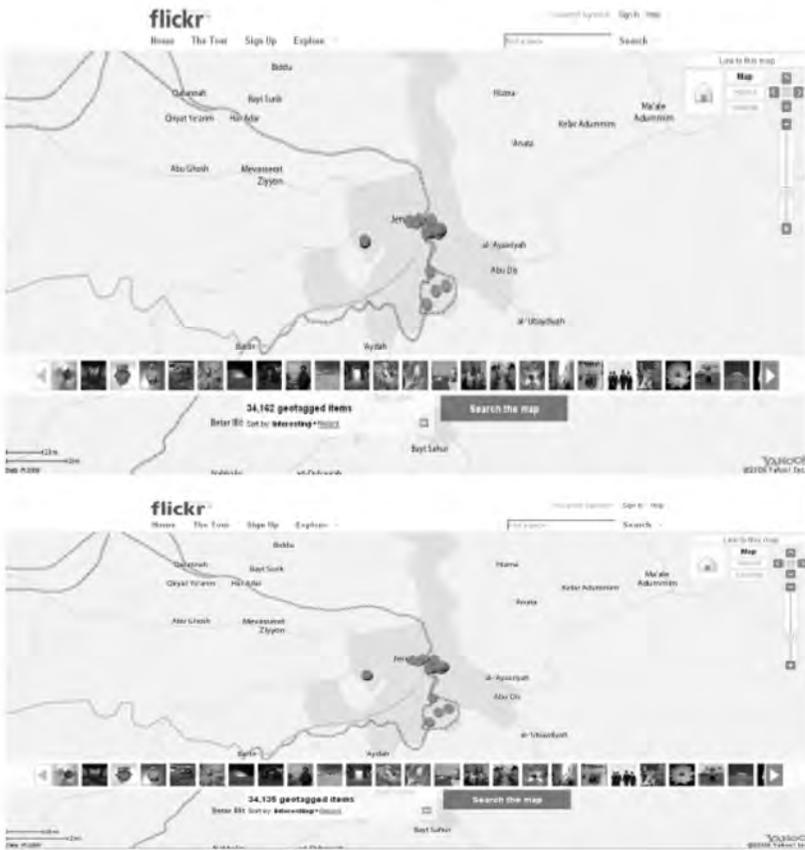
Le conflit autour de la légitimité et de la reconnaissance de Jérusalem (Est) en tant que capitale du futur État palestinien est l'un des principaux obstacles à l'obtention d'un accord israélo-palestinien définitif. Les deux parties revendiquent la ville comme étant leur propre « capitale éternelle ». Le « grand Jérusalem » incarne tout à fait le problème des frontières douces entre Israël et le Territoire palestinien : les quartiers de Jérusalem-Est et les villages environnants sont sous la juridiction municipale d'Israël, alors que leurs habitants sont des Palestiniens ; les résidents palestiniens de Jérusalem-Est ne sont pas considérés comme des citoyens israéliens, contrairement aux autres résidents arabes en Israël. Au lieu de cela, ils se sont vu accorder le statut spécial de « résidents israéliens permanents ». (Klein, 2005) Comme nous l'avons montré plus haut, l'ambiguïté de l'identité nationale dans cette région ressort nettement sur la plupart des services de cartographie. Là encore, à cause d'algorithmes cartographiques sous protection commerciale, ne permettant pas de savoir clairement si les frontières représentées sont déterminées politiquement ou arbitrairement, Jérusalem se trouve soit du côté israélien, soit incluse en Cisjordanie avec différentes localisations ambiguës. Cette ambiguïté est également marquée dans les services proposés par Flickr pour importer des photos géo-référencées sur des cartes (en se basant sur les technologies de Yahoo ! Maps)<sup>20</sup>. Bien que la carte de Flickr inclue les villes et les repères géographiques palestiniens, il existe beaucoup d'ambiguïtés quant à la localisation de Jérusalem en tant que ville israélienne ou palestinienne. Lorsqu'un utilisateur recherche le terme « Jérusalem » sur Flickr, il doit choisir entre deux repères géographiques : « Jérusalem, Israël » ou « Jérusalem, Cisjordanie, Territoires palestiniens occupés ». Toutefois, après avoir sélectionné l'affiliation nationale souhaitée pour Jérusalem, l'utilisateur est redirigé vers la *même* série de photos géo-localisées pour les « deux Jérusalem » (voir figure 2). Un agrandissement supplémentaire de l'emplacement précis de Jérusalem sur ces cartes révèle une ambiguïté quant à la localisation de la ville par rapport à la Ligne verte. Une recherche sur « القدس » (Al Quds), le nom

19. <http://www.multimap.com/maps/?qs=palestine&countryCode=+> (consulté le 29 septembre 2009).

20. <http://www.flickr.com/map/>(consulté le 29 septembre 2009).

palestinien de Jérusalem, conduit à une carte sur laquelle la plupart des photos géo-localisées sont placées à l'est de la Ligne verte. La série de photos obtenue est très différente de celle pour une recherche sur Jérusalem sur Flickr (les photos sont principalement prises par des Palestiniens, ou tout du moins dans les quartiers palestiniens de Jérusalem). Par ailleurs, une recherche du mot anglais « Jerusalem » sur toutes les cartes qu'il est possible de marquer (*geo-tagged*) débouche sur des photos géo-référencées réparties des deux côtés de la Ligne verte, avec une série de photos plus typiquement juives.

**Figure 2. Après avoir sélectionné « Jérusalem, Cisjordanie » ou bien « Jérusalem, Israël », la même série de photos apparaît sur la recherche géographique de Flickr<sup>21</sup>**



21. Capture d'écran prise sur <http://flickr.com/map> le 13 août 2008

Comme c'est le cas pour le marquage arabe des photos géo-référencées de Jérusalem sur Flickr, les données localisées générées par les utilisateurs sont utilisées pour revendiquer une terre palestinienne sur les différents services de cartographie. Ainsi, Palestine Remembered, ONG vouée à la commémoration de tous les sites historiques de Palestine, a renversé la sous-représentation du Territoire palestinien en créant une extension à Google Earth qui s'accompagne d'une liste géo-référencée détaillée avec au moins 5600 repères géographiques palestiniens<sup>22</sup>. Dans cette extension, les villes et colonies juives sont effacées de la carte.

On retrouve des protestations sur d'autres espaces web, notamment sur la blogosphère et les sites de médias sociaux, où les utilisateurs s'adressent directement aux administrateurs des différents services pour leur demander d'inclure le Territoire palestinien sur les cartes. Dans de nombreux cas, ces protestations ont porté leurs fruits. Le Territoire palestinien et les entrées Wikipedia géo-référencées qui s'y rattachent ont finalement été inclus dans Google Maps vers la fin 2008 (voir figure 3). Lors de l'opération « Plomb durci » menée en janvier 2009, et au cours de laquelle les autorités israéliennes ont imposé un black-out médiatique à la bande de Gaza, la plupart des médias internationaux ont eu recours à des bricolages de données puisés sur Google Maps pour rendre compte de l'opération militaire israélienne à Gaza et des tirs de roquette du Hamas sur les villes du Sud d'Israël<sup>23</sup>. Bien que n'ayant fait l'objet d'aucune déclaration publique, le revirement dans la politique de Google Maps se retrouve clairement dans le service d'annonces localisées de Google, AdWords. Comme le notait un blogueur israélien en août 2009, AdWords ne montre pas d'annonces israéliennes dans les zones au-delà de la Ligne verte, comme par exemple le plateau du Golan, Jérusalem-Est et les colonies juives en Cisjordanie (Breitman, 2009.)

Pourtant, avec la décentralisation d'Internet, les effets de ces campagnes se limitent à un seul espace web et un seul site à la fois. Attachons-nous maintenant à analyser l'inclusion et l'exclusion de la Palestine en tant que nation du monde sur les sites de médias sociaux les plus populaires. Là aussi, les utilisateurs doivent sans cesse lutter pour la légitimation et la reconnaissance de l'État palestinien.

22. <http://www.palestineremembered.com/Articles/General/Story1913.html> (consulté le 29 septembre 2009).

23. <http://maps.google.com.au/maps/ms?ie=UTF8&hl=en&msa=0&msid=109184941581299272392.00045fb68e6feba9b17d4&t=h&ll=31.479916,34.494324&spn=0.24419,0.290451&z=12> (consulté le 29 septembre 2009).

**Figure 3. La Cisjordanie et Gaza apparaissent sur Google Maps en 2009, avec les entrées géo-référencées correspondantes de Wikipedia<sup>24</sup>**



### GÉOPOLITIQUE DES PAYS ET MENUS DÉROULANTS SUR LE WEB 2.0

La disparition partielle du Territoire palestinien des services de cartographie en ligne se manifeste également à travers la présence du pays sur les listes de divers sites du Web 2.0. Autrefois surreprésenté alors que l'État n'était pas officiellement reconnu sur le terrain, comme nous l'avons vu plus haut avec le nom de domaine national .ps et la liste ISO officielle, l'État palestinien est en train de disparaître partiellement de la plupart des sites du Web 2.0. Les utilisateurs palestiniens, tant sur le Territoire palestinien que dans la Diaspora, sont donc confrontés à l'absence récurrente de leur patrie et de leur lieu de vie physique, à chaque fois qu'ils souscrivent à un service internet international.

24. Capture d'écran prise sur <http://maps.google.com> le 12 août 2009

Lorsqu'ils s'inscrivent sur la plupart des sites du Web 2.0, les utilisateurs doivent souvent indiquer le pays d'où ils viennent. Pourtant, sur de nombreux sites, certains pays ne figurent pas dans les listes, faisant des utilisateurs issus de ces pays des participants apatrides. Alors que la liste de pays ISO-3611 respecte la nomenclature des Nations Unies pour pas moins de 240 pays et territoires reconnus, aucun site de médias sociaux parmi les plus populaires ne l'utilise telle quelle. Le tableau 2 présente les noms de pays de la liste ISO et les compare à huit sites populaires du Web 2.0 à la date d'août 2008<sup>25</sup>. À l'exception du site de ressources cinématographiques IMDB, qui semble utiliser la liste ISO, tous les autres sites présentent différentes modifications par rapport à cette liste, soit parce qu'ils ont supprimé certains pays, soit parce qu'ils en ont changé les noms. Ainsi, si la liste ISO comporte « Corée, République de » et « Corée, République démocratique de », la plupart des sites les appellent respectivement Corée du Sud et Corée du Nord. Le Timor-L'este est souvent traduit en Timor oriental et, dans bon nombre de listes, la Serbie et le Monténégro figurent sous la forme d'un seul pays au lieu d'apparaître séparément comme dans la liste ISO.

La liste de référence n'est cependant pas la seule liste officielle disponible sur Internet. D'autres listes officielles, proposées par exemple par l'Union européenne<sup>26</sup> ou par le gouvernement américain, peuvent également servir de modèles pour les menus déroulants du Web 2.0. La liste de pays World Factbook proposée par la CIA, par exemple, donne une nomenclature différente de celle des Nations Unies, reflétant ainsi la politique étrangère des États-Unis<sup>27</sup> (voir tableau 3). Ainsi, la liste de la CIA se réfère à la Birmanie (et non au Myanmar), et dispose d'entrées différentes pour la Cisjordanie et Gaza (et pas pour « Territoires palestiniens, Occupés »). Elle comprend également le Kosovo (contrairement à la liste ISO) puisque les États-Unis sont l'un des 62 pays à avoir déjà reconnu l'indépendance du Kosovo, tandis que la résolution des Nations Unies à ce sujet est toujours en suspens. La nomenclature des listes de pays est donc le reflet de politiques internationales officielles, mais cela se retrouve-t-il sur les espaces du Web 2.0 ?

---

25. « 2008's Most Popular Web 2.0 Sites », Web 2.0 Innovations : <http://www.web2innovations.com/most-popular-web-2.0-sites.php> (consulté le 29 septembre 2009).

26. « European Union in the World », site de la Commission européenne : [http://ec.europa.eu/world/where/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/world/where/index_en.htm) (consulté le 29 septembre 2009).

27. « US Government Profiles of Countries and Territories Around the World », the World Factbook, site de la CIA : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/wq.html> (consulté le 29 septembre 2009).

Puisqu'aucune des listes de pays, sur les sites du Web 2.0 étudiés, n'est identique, et puisqu'aucune de ces listes ne correspond aux listes diplomatiques internationales proposées par les Nations Unies, les États-Unis ou l'Union européenne, on peut en déduire que ces sites n'entendent pas figurer parmi les espaces web officiels. Pourtant, la diversité des inscriptions ou suppressions de certains pays de ces listes indique que des choix politiques s'opèrent même sur des espaces web informels et orientés vers les réseaux sociaux. Ainsi, des utilisateurs ont accusé le site de mise en réseau professionnel Linked In de suivre les politiques de sanction des États-Unis, puisque sa liste de pays n'inclut ni l'Iran, ni le Soudan, ni la Corée du Nord. La Syrie a été supprimée de la liste pendant quelque temps, avant d'être réintégrée (York, 2009). À l'inverse, la liste de pays proposée par Flickr dénote une sensibilité politique importante puisqu'elle comprend également les options « Territoire contesté » et « Zones neutres des Nations Unies » parmi sa sélection de pays.

Si Internet est réputé héberger des sources officielles et non officielles dans un seul et même espace (Rogers, 2004), l'analyse des listes déroulantes de pays montre que l'espace officiel ne pénètre pas dans l'espace des médias sociaux du Web 2.0. Ces derniers sont au contraire un terrain de jeux politique informel et flexible où l'on peut facilement ajouter et enlever des pays, en fonction des interactions entre les sites, leurs administrateurs et les utilisateurs. C'est le cas avec la représentation officielle de l'État palestinien sur Internet. Le statut accordé à l'État palestinien par les Nations Unies et par l'ICANN dans un certain espace du web perd de sa signification dans l'espace des médias sociaux.

Dans la majorité des listes déroulantes examinées, le Territoire palestinien n'est pas représenté en tant que pays, lieu ou région (voir figure 4). L'appellation « Territoires palestiniens, Occupés » de la norme ISO 3166-1 apparaît rarement sous cette forme et le terme « Occupé » est souvent escamoté.

Sur certains sites comme MySpace, le Territoire n'apparaît tout simplement pas<sup>28</sup>. D'autres utilisent différentes variations : des entrées distinctes pour la Cisjordanie et Gaza (comme dans la liste de la CIA), « Territoires palestiniens occupés », « Territoires occupés palestiniens » ou « Territoire palestinien ». Les utilisateurs réagissent à la sous-représentation de leur patrie et font

---

28. MySpace ne liste pas non plus toutes sortes de territoires insulaires associés tels que la Polynésie française ou l'Île de Man. Or cette absence des Territoires palestiniens dans les listes, à l'image de ces îles, peut s'apparenter à une reconnaissance de la Palestine moins comme un territoire souverain que comme un territoire sous tutelle.

pression sur les sites pour faire figurer la Palestine en créant des groupes, en signant des pétitions et en menaçant de boycotter ces sites si la Palestine n'est pas ajoutée à la liste des pays. Ainsi, Blogger, le service de blogs de Google, a finalement accédé à ces demandes et le « Territoire palestinien » a été ajouté à la liste<sup>29</sup>. Après de longues tractations et des ajouts et suppressions récurrents, Facebook est à l'heure actuelle le seul site qui liste la « Palestine » sous son nom de pays souverain. L'historique des débats autour des listes de codes pays se retrouve dans les activités des groupes Facebook, parmi lesquelles une bataille acharnée pour l'affirmation de la Palestine en tant que lieu « réel » de Facebook<sup>30</sup>. La suppression de la Palestine de la liste des pays de Facebook a conduit à une avalanche de pétitions de groupes d'utilisateurs réclamant aux administrateurs du site de réintégrer la Palestine. D'autres groupes ont demandé qu'elle reste écartée de la liste, la Palestine n'étant pas (et ne devant pas être) un pays. Le nuage de mots clés de la figure 5 est un échantillon des débats houleux qui se sont déroulés sur Facebook autour de la prise en compte de la Palestine en tant que pays dans les listes. Ce nuage est constitué d'un échantillon de groupes créés autour de ce sujet et la taille des caractères correspond au nombre d'utilisateurs dans chaque groupe. Les groupes « Against Delisting Palestine from Facebook » (« Contre la suppression de la Palestine de Facebook ») et « Official Petition to get Palestine Listed as a Country » (« Pétition officielle pour l'enregistrement de la Palestine en tant que pays ») ont réuni respectivement plus de 16 000 et 11 000 membres.

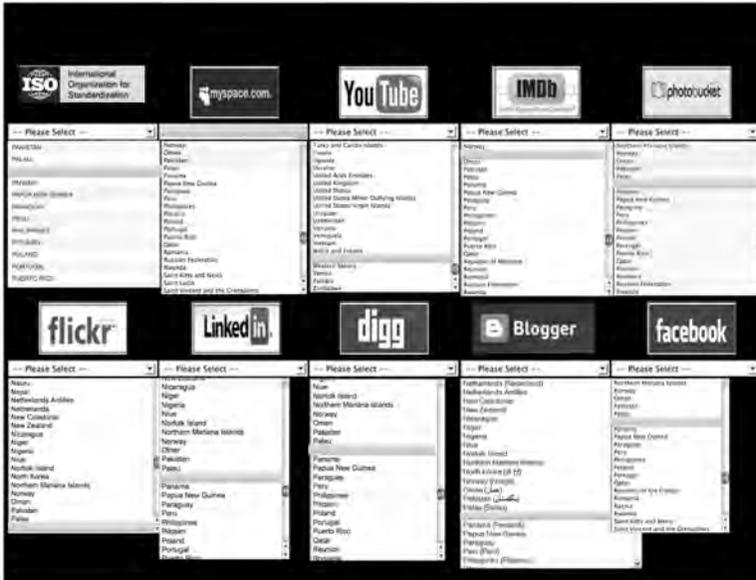
Dans un sens, la lutte pour la légitimation de l'État palestinien se traduit par sa représentation symbolique en tant que « pays Facebook », où les utilisateurs des deux bords dans ce conflit perçoivent l'inclusion ou l'exclusion du pays sur un site de médias sociaux comme une légitimation du droit du pays à exister dans la réalité. Le débat se projette donc d'un espace web informel à l'espace officiel, et du virtuel au réel, dans la mesure où ces deux univers peuvent se recouvrir.

---

29. Pour les protestations des blogueurs, voir <http://www.pledgebank.com/palestineblogs>. Pour la réponse de Google, voir <http://buzz.blogger.com/2006/03/updated-places-in-profiles.html> (consulté le 29 septembre 2009).

30. Voir par exemple le groupe suivant : Re-List Palestine as a country/hometown. <http://is-is.facebook.com/group.php?gid=9171691133> et <http://is-is.facebook.com/posted.php?id=2324912280&start=60&hash=2cdd049c56786512cc4ffca521510422> (consulté le 29 septembre 2009).

**Figure 4. Place du Territoire palestinien dans les listes des formulaires d'inscription pour une sélection de sites populaires du Web 2.0.** <sup>31</sup>



De fait, le virtuel et le réel participent au même processus politique. Tout comme les technologies sur le terrain constituent des frontières douces entre Palestiniens et Israéliens (comme par exemple les barrières, les routes séparées et les postes de contrôle), les obstacles qui se posent sur les sites empêchent les utilisateurs palestiniens et israéliens de Facebook de transformer la représentation du conflit dans la réalité. Même depuis l'inclusion de la Palestine en tant que pays d'origine, un utilisateur ne peut toujours pas faire partie à la fois du réseau Palestine et du réseau Israël.

**CONCLUSIONS : LA REVANCHE DE LA GÉOGRAPHIE DANS LES ESPACES GÉNÉRÉS PAR LES UTILISATEURS PALESTINIENS**

Sur Internet, les frontières palestiniennes sont en perpétuel changement. Ceci s'explique moins par les macro-acteurs politiques, que par une interaction entre les espaces web à fins commerciales et tournés vers l'international, et

31. Conception de l'image par Marieke van Dijk et Tjerk Timan.

leur modification et remise en question constantes par les utilisateurs (pro-) palestiniens. Sur les sites du Web 2.0, la transition de la non-prise en compte de l'État palestinien à sa représentation officielle témoigne d'une nouvelle organisation spatiale où les individus, les objets et les technologies produisent des espaces politiques sur Internet. Cette transition peut être perçue comme un glissement de la représentation spatiale de la Palestine en tant que « non-lieu », comme nous l'avons décrit plus haut avec la disparition du Territoire palestinien de Google Maps en 2008, vers la prise en compte de la « Palestine » par Facebook en tant qu'« espace vécu » (Lefebvre, 1979) – pour reprendre le concept créé par Henri Lefebvre pour désigner les espaces produits socialement et matériellement – généré par les utilisateurs. De l'octroi du nom de domaine national .ps à l'inclusion dans Google Maps et à la présence du nom du pays sur les listes de Blogger et de Facebook, cette interaction entre utilisateurs et technologies a conduit à la revendication d'espaces web en tant qu'espaces palestiniens, plate-forme après plate-forme.

Le cas palestinien complique donc la question de l'enracinement du virtuel dans le réel. La représentation officielle d'un État palestinien virtuel au travers du nom de domaine national .ps et sa prise en compte dans la liste ISO peut être perçue comme la réalisation virtuelle d'une aspiration politique qui n'est pas tangible sur le terrain. De plus, si l'allocation d'un quelconque espace web national fait partie intégrante de la géo-localisation progressive du web, l'octroi du nom de domaine national .ps à l'Autorité palestinienne s'enracine davantage dans la diplomatie internationale que dans la situation sur le terrain. La relation complexe entre le virtuel et le réel est également manifeste dans les applications du Web 2.0, qui révèlent une disparition partielle de l'État palestinien puisque le pays n'apparaît pas sur un grand nombre de cartes et de listes déroulantes de pays. D'un côté, les sites du Web 2.0 construisent l'espace des médias sociaux, non diplomatique et géographique dans lequel la représentation de la Palestine s'enracine dans son statut actuel de non-État. Cet enracinement est à nouveau virtualisé par le contenu généré par les utilisateurs, qui transforme cet espace en espace national revendiqué du point de vue politique. Considérer la représentation virtuelle de l'État palestinien comme un indicateur de son droit à exister dans la réalité – tel que cela ressort des débats houleux autour de la représentation (et non-représentation) et de la prise en compte (ou non) de la Palestine en tant qu'État, sur les listes de la plupart des sites du Web 2.0 – montre que tant que le conflit autour de la question de la Palestine ne sera pas réglé, le virtuel et le réel continueront à s'entremêler.

Le cas palestinien complique également les idées sur la « cohabitation » (*side-by-sideness*) des sources officielles et non officielles sur Internet. Le fait qu'une nation représentée sur Internet obtienne une reconnaissance internationale ne semble pas avoir d'effet dans l'espace des médias sociaux. Cet espace est plutôt construit par des processus ascendants (*bottom-up*) où l'interaction entre la politique interne des sites du Web 2.0 et les réponses que les utilisateurs leur apportent sont responsables de sa transformation en un espace politique.

Traduit de l'anglais par Lorraine Deguilly

---

RÉFÉRENCES

---

- ANDERSON, B. R. O. (1991), *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London and New York, Verso.
- AOURAGH, M. (2008), « Everyday resistance on the internet: the Palestinian context », *Journal of Arab & Muslim Media Research*, 1, n° 2, pp. 109-130.
- AUGÉ, M. (1992), *Non-lieux : Introduction à une Anthropologie de la Supermodernité*, Paris, Le Seuil.
- BEN-DAVID, A. (2008), « The Promised Cyberland. Does the Palestinian State Already Exist on the Web? », article présenté lors des *Amsterdam New Media Summer Talks*, Université d'Amsterdam, 11 août 2008.
- BOLTER, J. D. & GRUSIN, R. (2000), *Remediation: Understanding New Media*. 1st ed., Cambridge, The MIT Press.
- BREITMAN, U. (2009), « AdWords' Israel is the Israel of the 67' borders » (en hébreu), Freedom of Search blog, August 2, 2009 : <http://freedomofsearch.blogspot.com/2009/08/67.html> (accédé le 29 septembre 2009).
- CAROLL, P. (2006), *Science, Culture, and Modern State Formation*, Berkeley and Los Angeles, California, University of California Press.
- DAVIS, R. (2007), « Mapping the Past, Re-creating the Homeland: Memories of Village Places in pre-1948 Palestine », in *Nakba: Palestine. 1948*, ed. Ahmad H. Sa'di, and Lila Abu-Lughod, NY: Columbia University Press.
- IANA [The Internet Assigned Numbers Authority] (2000), *IANA Report on Request for Delegation of the .ps Top-Level Domain*. 22 mars 2000 : <http://www.iana.org/reports/2000/ps-report-22mar00.html> (accédé le 29 septembre 2009).
- Khoury-Machool, M. (2007), « Palestinian Youth and Political Activism: the Emerging Internet Culture and New Modes of Resistance », *Policy Futures in Education* 5, n°1, p. 17-36.
- KLEIN, M. (2005), « Old and New Walls in Jerusalem », *Political Geography*, 24-1, pp. 53-76.
- LEFEBVRE, H. (1974), *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos, 1974.
- MAKOVSKY, D. (2004), « How to Build a Fence », *Foreign Affairs*, 83, n°2, pp. 50-64.
- NEWMAN, D. & SCHOFIELD C. (1995), Boundaries in Flux. The 'Green Line' Boundary Between Israel and the West Bank – Past, Present and Future, International Boundaries Research Unit.
- RAND, 2005, *The Arc. A Formal Structure for a Palestinian State*: <http://www.rand.org/palestine/> (accédé le 29 septembre 2009).

- ROGERS, R. (2004), *Information Politics on the Web*, Cambridge, The MIT Press.
- ROGERS, R. (2008), « The Politics of Web Space », manuscrit non publié : [http://www.govcom.org/publications/full\\_list/rogers\\_politics\\_web\\_space\\_2008\\_pre.pdf](http://www.govcom.org/publications/full_list/rogers_politics_web_space_2008_pre.pdf) (accédé le 29 septembre 2009).
- ROGERS, R. (2009), « Post-Demographic Machines », in Dekker A. & Wolfsberger A. (eds.), *Walled Garden.*, Amsterdam, Virtueel Platform, pp. 29-39.
- ROGERS, R. & BEN-DAVID A. (2010), « Coming to Terms: A Conflict Analysis of the Usage, in Official and Unofficial Sources, of ‘Security Fence’, ‘Apartheid Wall’, and other Terms for the Structure between Israel and the Palestinian Territories », *Media, Conflict & War*, 2, 3.
- SCOTT, J. C. (1998), *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition have Failed*, New Heaven, Yale University Press.
- SALAM, K. (2007), « Did Google Push Palestine into the Sea? », The Kawther Salam Blog, 6 juin 2007 : <http://www.kawther.info/K20070606B.html> (accédé le 29 septembre 2009).
- WARKENTIN, C. (2001), *Reshaping World Politics: NGOs, the Internet, and Global Civil Society*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers.
- WELTVREDE, E. (2009), « Thinking Nationally with the Web: A Medium-Specific Approach to the National Turn in Web Archiving », MA thesis, University of Amsterdam, 2009.
- WINNER, L. (1993), « Upon Opening the Black Box and Finding it Empty: Social Constructivism and Philosophy of Technology », *Science, Technology, & Human Values*, 18, pp. 362-378.
- YORK, J., « Linked In Alienates Syrian Users. Why Now? », in *The Huffington Post*, 20 avril 2009 : [http://www.huffingtonpost.com/jillian-york/linkedin-alienates-syrian\\_b\\_188629.html](http://www.huffingtonpost.com/jillian-york/linkedin-alienates-syrian_b_188629.html) (accédé le 29 septembre 2009).
- ZOOK, M. A. & GRAHAM, M., « Mapping DigiPlace: Geocoded Internet Data and the Representation of Place », *Environment and Planning B: Planning and Design*, 34, n°3, pp. 466-482.
- ZUREIK, E. (2001), « Constructing Palestine through surveillance practices », *British Journal of Middle Eastern Studies*, 28, n°2, pp. 205–227.

## ANNEXES

**Annexe 1. Norme ISO 3166-1 : noms des pays (en anglais)  
et éléments de codification**

Afghanistan	Egypt	Libyan Arab Jamahiriya	Saint Lucia
Åland Islands	El Salvador	Liechtenstein	Saint Martin
Albania	Equatorial Guinea	Lithuania	Saint Pierre And Miquelon
Algeria	Eritrea	Luxembourg	Saint Vincent and The Grenadines
American Samoa	Estonia	Macao	Samoa
Andorra	Ethiopia	Macedonia, The Former	San Marino
Angola	Falkland Islands (Malvinas)	Yugoslav Republic of Madagascar	Sao Tome and Principe
Anguilla	Faroe Islands	Malawi	Saudi Arabia
Antarctica	Fiji	Malaysia	Senegal
Antigua and Barbuda	Finland	Maldives	Serbia
Argentina	France	Mali	Seychelles
Armenia	French Guiana	Malta	Sierra Leone
Aruba	French Polynesia	Marshall Islands	Singapore
Australia	French Southern Territories	Martinique	Slovakia
Austria	Gabon	Mauritania	Slovenia
Azerbaijan	Gambia	Mauritius	Solomon Islands
Bahamas	Georgia	Mayotte	Somalia
Bahrain	Germany	Mexico	South Africa
Bangladesh	Ghana	Micronesia, Federated States of	South Georgia and The South Sandwich Islands
Barbados	Gibraltar	Moldova, Republic of	Spain
Belarus	Greece	Monaco	Sri Lanka
Belgium	Greenland	Mongolia	Sudan
Belize	Grenada	Montenegro	Suriname
Benin	Guadeloupe	Montserrat	Svalbard and Jan Mayen
Bermuda	Guam	Morocco	Swaziland
Bhutan	Guatemala	Mozambique	Sweden
Bolivia, Plurinational State of	Guernsey	Myanmar	Switzerland
Bosnia And Herzegovina	Guinea	Namibia	Syrian Arab Republic
Botswana	Guinea-Bissau	Nauru	Taiwan, Province of China
Bouvet Island	Guyana	Nepal	Tajikistan
Brazil	Haiti	Netherlands	Tanzania, United Republic of
British Indian Ocean Territory	Heard Island And Mcdon- ald Islands	Netherlands Antilles	Thailand
Brunei Darussalam	Holy See (Vatican City State)	New Caledonia	Timor-Leste
Bulgaria	Honduras	New Zealand	Togo
Burkina Faso	Hong Kong	Nicaragua	Tokelau
Burundi	Hungary	Niger	Tonga
Cambodia	Iceland	Nigeria	Trinidad And Tobago
Cameroon	India	Niue	Tunisia
Canada	Indonesia	Norfolk Island	Turkey
Cape Verde	Iran, Islamic Republic of	Northern Mariana Islands	Turkmenistan
Cayman Islands	Iraq	Norway	Turks And Caicos Islands
Central African Republic	Ireland	Oman	Tuvalu
Chad	Isle of Man	Pakistan	Uganda
Chile	Israel	Palau	Ukraine
China	Italy	Palestinian Territory, Occupied	United Arab Emirates
Christmas Island	Jamaica	Panama	United Kingdom
Cocos (Keeling) Islands	Japan	Papua New Guinea	United States
Colombia	Jersey	Paraguay	United States Minor Outlying Islands
Comoros	Jordan	Peru	Uruguay
Congo	Kazakhstan	Philippines	Uzbekistan
Congo, The Democratic Republic of The	Kenya	Pitcairn	Vanuatu
Cook Islands	Kiribati	Poland	Vatican City State
Costa Rica	Korea, Democratic	Portugal	Venezuela, Bolivarian Republic of Viet Nam
Côte d'Ivoire	People's Republic of	Puerto Rico	Virgin Islands, British
Croatia	Korea, Republic of	Qatar	Virgin Islands, U.S.
Cuba	Kuwait	Réunion	Wallis and Futuna
Cyprus	Kyrgyzstan	Romania	Western Sahara
Czech Republic	Lao People's Democratic Republic	Russian Federation	Yemen
Denmark	Latvia	Rwanda	Zambia
Djibouti	Lebanon	Saint Barthélemy	Zimbabwe
Dominica	Lesotho	Saint Helena	
Dominican Republic	Liberia	Saint Kitts and Nevis	
Ecuador			

Annexe 2. Comparaison de la liste ISO 3166-1 avec les listes déroulantes de sites populaires du Web 2.0

Facebook	Digg	LinkedIn	Flickr	MySpace
<b>Pays ISO manquants</b>	<b>Pays ISO manquants</b>	<b>Pays ISO manquants</b>	<b>Pays ISO manquants</b>	<b>Pays ISO manquants</b>
Åland Islands	Åland Islands	Cuba	Guernsey	Åland Islands
American Samoa	American Samoa	Guernsey	Isle of Man	French Polynesia
Antarctica	British Indian Ocean Territory	Iran, Islamic Republic of	Jersey	French Southern Territories
Antigua And Barbuda	French Southern Territories	Isle of Man	Saint Barthélemy	Guadeloupe
Bahamas	Guam	Jersey	Saint Martin	Guernsey
Bouvet Island	Hear Island and Mcdonald Islands	Slovakia	<b>Noms de pays ISO modifiés</b>	Isle of Man
British Indian Ocean Territory	Islands	Syrian Arab Republic	Bolivia	Jersey
Cocos (Keeling) Islands	Isle of Man	Taiwan, Province of China	Brunei	Martinique
Guernsey	Marshall Islands	<b>Noms de pays ISO modifiés</b>	Ivory Coast	Mayotte
Hear Island and Mcdonald Islands	Micronesia, Federated States of	Bolivia	Croatia	New Caledonia
Jersey	Northern Mariana Islands	Central African Republic	Falkland Islands	Palestinian Territory, Occupied
Nauru	Palau	Democratic Republic of the Congo	French Guyana	Réunion
Réunion	Saint Kitts And Nevis	Cote d'Ivoire (Ivory Coast)	Iran	Saint Barthélemy
Saint Barthélemy	Saint Martin	East Timor	North Korea	Saint Martin
Saint Pierre and Miquelon	United States Minor Outlying Islands	Korea (North)	South Korea	Saint Pierre and Miquelon
South Georgia and The South Sandwich Islands	Wallis and Futuna	Korea	Laos	Saint Vincent and The Grenadines
Sandwich Islands	<b>Noms de pays ISO modifiés</b>	Laos	Libya	Sao Tome and Principe
Timor-Leste	Bolivia	Libya	Macau	Wallis and Futuna
United States Minor Outlying Islands	Congo	Macdonia	Moldova	<b>Noms de pays ISO modifiés</b>
<b>Noms de pays ISO modifiés</b>	Congo	Moldova	Serbia and Montenegro	Bolivia
Bolivia	Falkland Islands	Moldova	Palestinian Occupied Territories	Croatia (Hrvatska)
Brunei	Iran	Sultanate of Oman	Pitcairn Islands	Zaire
Falkland Islands	Kazakistan	Palestinian Territory	Russia	Croatia (Hrvatska)
The Gambia	North Korea	S. Georgia and S. Sandwich Islands	Saint Helena and Dependencies	Guyana
United States	South Korea	Slovak Republic	Serbia and Montenegro	Iran (Islamic Republic of)
Iran	Lao	Syria	Syria	Laos
North Korea	Macau	Taiwan	Taiwan	Macau
South Korea	Macedonia	Caribbean Nations	Tanzania	Macedonia, Republic of
South Korea	Moldova		East Timor	Micronesia, Federated States of
Laos	Palestinian Territory			Moldova, Republic of
				St. Helena

Libya Macau Macedonia Moldova Palestine Paraguay Russia Netherlands Antilles Syria Taïwan Tanzania Venezuela Vietnam US Virgin Islands British Virgin Islands	Tanzania Venezuela Serbia and Montenegro St. Lucia St. Pierre and Miquelon St. Vincent/Grenadines South Georgia Taïwan Tanzania East Timor Venezuela Vietnam Great Britain	<b>Pays ajoutés à la liste</b> France, Metropolitan Other Yugoslavia	Venezuela Vietnam British Virgin Islands US Virgin Islands <b>Pays ajoutés à la liste</b> Disputed Territory Iraq-Saudi Arabia Neutral Zone Spratly Islands United Nations Neutral Zone	Slovakia (Slovak Republic) Svalbard and Jan Mayen Islands Taïwan Tanzania, United Republic of East Timor Venezuela Virgin Islands (British) Virgin Islands (U.S.) <b>Pays ajoutés à la liste</b> Former Yugoslavia DoDDs Schools
<b>Blogger</b>				
<b>Pays ISO manquants</b> Saint Barthélemy Saint Martin <b>Noms de pays ISO modifiés</b> Bolivia Bosnia and Herzegovina Brunei (Brunei Darussalam) Falkland Islands Iran North Korea South Korea	Laos Libya Macedonia Micronesia Moldova Palestinian Territories Russia Syria Taiwan Tanzania Venezuela <b>Pays ajoutés à la liste</b> Serbia and Montenegro	<b>IMDB</b> <b>Pas de pays ISO manquants</b> <b>Noms de pays ISO modifiés</b> Bolivia Falkland Islands South Georgia Taiwan Venezuela	<b>Photobucket</b> <b>Pays ISO manquants</b> Saint Barthélemy Saint Martin Serbia <b>Noms de pays ISO modifiés</b> land Islands Bolivia French Polynesia and Tahiti Korea, Democratic People's Republic of (North) Korea, Republic of (South) Laos	Macau Macedonia Serbia and Montenegro Myanmar (Burma) Occupied Palestinian Territory Réunion Taïwan Tanzania Venezuela Vietnam St. Helena

**Annexe 3. Comparaison des listes de pays World Factbook de la CIA  
et de l'Union européenne avec la liste ISO-3166-1,  
afin de révéler les différences de nomenclatures**

World Factbook de la CIA (États-Unis)		Union européenne	
<b>Pays ISO manquants</b>	Macau	<b>Pas de pays ISO</b>	Taiwan
Åland Islands	Macedonia	<b>manquants</b>	Tanzania
Guadeloupe	Moldova	<b>Noms de pays diffé-</b>	United States of
Martinique	Burma	<b>rents de la liste ISO</b>	America
Réunion	West Bank	Bolivia	Vatican City
<b>Noms de pays diffé-</b>	Pitcairn Islands	Congo (Brazzaville)	Venezuela
<b>rents de la liste ISO</b>	Russia	Congo (Kinshasa)	Vietnam
Bahamas, The	Saint Barthelemy	Ivory Coast	East Timor
Bolivia	Jan Mayen	Hong Kong SAR	<b>Pays ajoutés à la liste</b>
Brunei	Syria	Iran	Kosovo sous la
Congo, Democratic	Taiwan	Korea (North)	Résolution des Nations
Republic of the	Tanzania	Korea (South)	Unies
Congo, Republic of the	Venezuela	Kyrgyz Republic	
Falkland Islands	Vietnam	Laos	
(Islas Malvinas)	British Virgin Islands	Libya	
Gaza Strip	Virgin Islands	Macao SAR	
Guyana	<b>Pays ajoutés à la liste</b>	Micronesia (Fed. State)	
French Southern and	Spratly Islands	Moldova	
Antarctic Lands	Kosovo	Myanmar (Burma)	
Gambia, The	European Union	Occupied Palestinian	
Iran		Territory	
Korea, North		Russia	
Korea, South		Syria	
Laos		Saint-Vincent	
Libya			